

50 ans ACEF de l'Outaouais

Bonsoir,

Je suis content, excité, heureux de revoir des collègues, des amis. Ayant travaillé à l'ACEFO de 1981 à 1996, j'ai hâte de connaître l'histoire des 20 dernières années. J'avais tellement de choses à dire que j'ai eu de la difficulté à choisir. J'ai choisi de présenter les enjeux collectifs

Contexte :

1. Dans les années 70, le progrès qui arrive à Hull.
C'étaient des bulldozers qui démolissaient des centaines de maisons d'ouvriers (Eddy) pour faire place aux édifices fédéraux et à de larges boulevards. Conséquence une longue crise du logement.
2. Fin des années 70 l'ACEF fonctionne avec des militants : pas d'employé
3. En 79, Isidore Ostiguy, un capucin reconnu pour sa capacité à défendre le droit des pauvres devient employé de l'ACEF pendant 2 ans. Il redonne son salaire à l'ACEF pour qu'elle puisse engager 2 personnes en 1981. **Nous avons donc un mandat de développement.** Isidore c'est le genre de religieux dont on peut dire que les bottines suivent les babines. Pour illustrer le personnage, il se promenait avec un manteau d'hiver mince, usé, tâché. Quelques personnes se sont cotisées pour lui donner un cadeau pour ses 70 ans : Un manteau plus chaud.
4. En 1981 l'ACEF logeait au 18 Charlevoix, une maison d'ouvrier là où je devais baisser la tête pour passer d'une pièce à l'autre. L'ACEF cohabitait avec l'ADDS et Logement m'en-va-pu (démolitions) devenu logement occupé. Les liens entre les 3 sont toujours restés forts.
5. 2 permanents de l'ACEF qui ont fait des conférences sur le budget dans quelques dizaines de villages de la région, jusqu'à Nominique, (retour 4 heures) question de mettre l'ACEF sur la carte.

Les flashes

1. Il était une fois, des familles qui tombaient malades parce qu'elles avaient isolé leurs maisons avec de la MIUF grâce à une subvention gouvernementale.
Dans ce dossier l'ACEFO (Isidore) a regroupé et participé à l'organisation d'un comité des victimes de la MIUF. Les comités locaux ont formé un regroupement provincial. Le dossier a duré au moins 10 ans avant que les familles obtiennent un montant du gouvernement pour enlever ce poison de leurs murs. Le regroupement a travaillé avec des avocats et des médecins pour prouver que la maladie était causée par la MIUF.
Commentaire : Dans ce dossier, des centaines de consommateurs lésés ont appris, dans l'action, à défendre leurs droits. Ils étaient au cœur de l'action.
L'éducation populaire c'est favoriser que les citoyens s'engagent dans des actions pour défendre leurs droits, c'est mobiliser.
2. Il était une fois des familles en retard pour leur compte d'HQ qui se faisaient couper le courant en plein hiver.
Participation au comité HQ de la fédération des ACEF (FACEF)
Résultats : arrêt des coupures de novembre à mars
ACEF négocie des ententes raisonnables pour les consommateurs endettés
Commentaire : 2 manières de défendre les consommateurs

1. Experts qui défendent les consommateurs, c'est la FACEF
2. ACEF mobilise les consommateurs qui sont les mieux placés pour se défendre. C'est montrer à pêcher au lieu de donner du poisson.

3. Il était une fois, des consommateurs qui payaient une grosse assurance-vie (mort), qui avaient de la misère à se payer des biens de bases.

Nous avons publié le document «bien s'assurer sans se ruiner». Le but était de fournir aux consommateurs un outil pour que ce soit eux-mêmes qui déterminent leur besoin en assurance-vie et leur capacité de payer pas le vendeur. Nous avons obtenu le support de la revue Protégez-vous pour la mise en page, l'impression et la publicité. Lors de la sortie du document, plusieurs entrevues média. Entrevue avec Jean Cournoyer, ex-ministre libéral. Je craignais ses positions en faveur des entreprises. Surprise : il dénonce aussi les arguments des vendeurs. Même à l'ACEF on peut avoir des préjugés...

Résultats : augmenter le pouvoir des consommateurs face au vendeur.

Contribuer à la reconnaissance de l'ACEF comme un interlocuteur important en défense des droits des consommateurs et en budget familial.

4. Il était une fois, des vendeurs itinérants qui sillonnaient l'Outaouais pour les vendre des lits de bébé «transformer» (chaise haute) à prix exorbitant (1 200 \$ +tx) années '90

L'ACEF a organisé une conférence de presse pour dénoncer le prix trop élevé et surtout la vente itinérante où le consommateur est dans une position de faiblesse parce qu'il ne peut pas comparer les prix, en plus de l'aspect émotif : le vendeur exploite la venue du bébé. Un jeune couple qui regrettait leur achat est venu le dire en conférence. C'est l'OPC régional qui avait référé ce couple. Suite à la conférence, l'ACEF reçoit une poursuite en diffamation de 1.3 million par Babe Tenda

Résultat : La poursuite bâillon : pour faire peur d'avoir à payer 1.3 millions.

Pour qu'on arrête de les dénoncer. Nous n'avons pas eu peur. La conférence était basée sur des faits que le couple avait vécus. Appui OPC et une avocate militante sur le c.a.

Environ 2 ans après, la poursuite est tombée.

5. Il était une fois, l'ACEFO à la salle de presse du parlement pour réclamer que les cartes de crédits des grands magasins abaissent leur taux d'intérêts de 28.8% et l'ajuste avec les variations du taux de la banque du Canada.

En CB on avait constaté que les plus pauvres pouvaient obtenir une carte de magasin mais pas une carte bancaire (Visa) à taux plus bas.

Formation d'un comité de 7/8 membres

Réunion avec une quinzaine de pdg de banques = 0 ouverture = cul de sac

Nous centrons le dossier sur les cartes des grands magasins.

Résultat pas de baisse de taux. Attaque à une collusion, un cartel. David contre Goliath.

Importance des liens : conférence conjointe Entraide budgétaire Ottawa

Salle obtenue grâce à James Kindkaid, un membre très impliqué du c.a., syndicaliste, liens NPD.

À une autre occasion, James a obtenu la participation de l'ACEF à un huis clos au budget fédéral et des entrevues.

En faisant mes recherches pour ce soir j'ai eu un choc en apprenant que James décédé en 2010 à 58 ans.

Pour terminer ce flash sur une note plus légère :

Avant la conférence j'avais contacté le représentant des émetteurs de carte de crédit. Mc Kitchen. Pendant que je pratiquais en équipe, pour me détendre, je m'amusais à le débaptiser Mc Chicken. Devinez le lapsus? Ma réaction : Rire jaune et excuses....

6. Il était une fois l'ACEFO qui met la marde à la fédération des ACEF (FACEF)
2 visions : mobilisation ou expert et fonctionnement non démocratique
Résultat : Plusieurs ACEF quittent la FACEF et c'est la création de la Coalition des associations de consommateurs
Gilles-André est mieux placé pour en parler.

7. Il était une fois, l'ACEFO qui cherchait du financement pour se développer et dépose une demande à Centraide. Ça provoqué un long et douloureux débat au sein de la Table régionale des organismes volontaire en éducation populaire (TROVEP)
Commentaire : la question fondamentale du débat : Est-ce que le financement Centraide va réduire notre autonomie, notre capacité de défendre des droits?
Résultats : ACEF a été financée par Centraide sans être exclue de la Table, a pu se développer, garder son autonomie et a ouvert la porte de Centraide aux autres groupes en difficulté financière.

Conclusion :

Ce qui fait la force de l'ACEFO 1981-96 :

1. Sa capacité à mettre ses membres en action, à les mobiliser
10 membres au c.a., cours budget : plusieurs équipes : employé +membre, plusieurs membres dans des dossiers défenses des droits, deux membres impliquées presque à temps plein pendant une dizaine d'années : Francine Fréchette, Claire Lafrenière. En rendant hommage à ces 2 militantes je veux dire merci à tous les autres.
2. La création de liens forts avec un maximum d'autres organismes communautaires ou non et avec les regroupements régionaux et nationaux.
3. Sa capacité à aller chercher du nouveau financement sans mettre en péril l'autonomie l'organisme, particulièrement dans son choix de défendre les droits des consommateurs. Nous avons cherché un équilibre services 30%, formation 30% et dossier défense de droits 30% (administration) 10%. Pour comprendre il faut savoir qu'il existe différentes sortes de financement
 - a. Financement à la mission protège notre autonomie Dans ce cas le gouvernement reconnaît la mission tel que définie par l'organisme
 - b. Financement par projet ou par contrats.
Dans ces cas, les activités sont souvent choisies par le bailleur de fonds et sont généralement des services. Conséquences : si le groupe fait plus de services, il risque de faire moins de défense des droits, moins de mobilisation. Ex. en santé plusieurs groupes font seulement des services, parce qu'ils peuvent contracter à rabais des services gouvernementaux qui avant, étaient fait par des syndiqués à

salaires plus élevés. Encore pire au niveau de la perte de l'autonomie, la Fondation Chagnon exige d'avoir un représentant sur le c.a. du groupe.

En 2016, si le financement à la mission protège notre autonomie il y a un gros bogue. En 2002 le gouvernement adopte une politique de reconnaissance et de financement de l'Action communautaire autonome. Le bogue : depuis 14 ans il n'augmente pas et n'indexe pas le financement. Une diminution de plus de 30%. Résultats : coupures de postes et de la réponse aux besoins de la population. Les 4 000 groupes communautaires du Québec sont invités à faire la grève sociale le 8 et 9 novembre pour exiger que le gouvernement du Québec de :

- Mieux financer tous les groupes communautaires
- Réinvestir dans les services publics et les programmes sociaux
- Reconnaître l'importance des groupes communautaires dans la société

Merci à vous tous

A tout monde qui ont été actifs à l'ACEF Outaouais depuis 50 ans.

Devenir des citoyens engagés, ça change la vie, le monde!